



HAL
open science

Quelques remarques sur la crise en Grèce d'un point de vue psychanalytique

Georgios (Yorgos) Dimitriadis

► **To cite this version:**

Georgios (Yorgos) Dimitriadis. Quelques remarques sur la crise en Grèce d'un point de vue psychanalytique . La Revue Lacanienne, 2016, La politique après Freud et Lacan, 1/2016 (17), pp.118-125. hal-01504116

HAL Id: hal-01504116

<https://hal.science/hal-01504116>

Submitted on 8 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelques remarques sur la crise en Grèce d'un point de vue psychanalytique

Yorgos Dimitriadis

Une société « familiale » ?

La société grecque n'a pas encore développé d'institutions étatiques fortes. Il y a, par contre, d'autres types d'institutions - comme la famille - qui sont solides. C'est, peut être, de cette manière qu'on pourrait comprendre que l'état n'a pas de continuité administrative « serrée », et que chaque « gouvernement-famille » est autonome et, donc, sans continuité quant aux décisions des autres gouvernements qui l'ont précédé. Dans un esprit familial semblable (ici du « d'abord les nôtres ») fonctionnent les partis politiques et les « grandes familles » de politiciens, comme suite historique de « poesti »¹.

Mais, cette pénurie d'institutions de l'état grec est loin d'être évidente dans le contexte socioéconomique actuel de sa participation à l'Union Européenne, en période de crise socioéconomique du pays, mais aussi de crise économique mondiale. En psychanalyse, on dit que ce qui est aboli du dedans revient du dehors, et ceci - en ce qui concerne notre propos - peut nous faire supposer que les institutions (« troïka » ou autre) vont continuer à revenir pour des contrôles périodiques, en tant qu'administrateurs venant de l'extérieur, tant qu'il n'y a pas de création d'institutions susceptibles de faire ce type de contrôles à l'intérieur de l'état. A moins que la Grèce ne quitte l'ensemble européen, constitué des états qui disposent de telles structures. Par ailleurs, en Grèce, les phénomènes d'inconsistance de l'espace civique ne se limitent pas au respect des règles du fonctionnement de l'Union Européenne. Le même type de comportement - quant à la difficulté à accepter des règles civiques - existe aussi en rapport avec le traitement de l'espace publique, par exemple, quant à la pollution de l'environnement ou - d'une autre manière - à la fraude fiscale et à la corruption.

En même temps, les Grecs sont distingués pour leur solidarité à un niveau interpersonnel, vis-à-vis d'amis et de parents, et cet aspect très agréable de la vie quotidienne en Grèce - à savoir la sympathie à l'égard d'autrui - a pu modérer considérablement les conséquences de la crise. On dirait qu'il existe un souci de soutenir les autres, plutôt maternel (pour se rappeler le terme freudien de *Nebenmensch* »²) qu'institutionnel, c'est à dire, par la médiation d'un idéal symbolique et de la loi qui le concerne³.

L'ordolibéralisme et la crise grecque

Comme revers de l'euromonnaie, il y a une tendance de certains pays du nord de l'Europe à transformer la loi en quelque chose qui dépasse la dimension humaine, comme un impératif absolu, un ordre, selon lequel la politique de l'austérité économique devrait se poursuivre, même si elle est nuisible à presque tous les égards, sauf pour les chiffres qui indiquent des excédents

¹ « Proesti » : des Grecs qui avaient la responsabilité de la population locale d'une circonscription du temps de l'occupation de la Grèce par l'empire ottoman.

² Le « prochain » - à qui Freud fait référence, en rapport avec le « complexe d'autrui », dans « l'Esquisse pour une psychologie scientifique » - dont l'enfant dépend complètement, dans la mesure où celui-ci peut lui procurer ou le priver des soins et de la satisfaction. Sigmund Freud, *Naissance de la psychanalyse*, Paris : PUF, p. 313-396, p.348-349.

³ Selon Lacan, ceci implique l'intervention pacificatrice du désir du père - et de manière plus générale, de la fonction paternelle - sur le désir de la mère qui, sans cet effet, reste de l'ordre du caprice, qui peut se transmettre aux enfants en leur créant des problèmes psychiques et j'ajouterais- en prenant un peu de liberté - ou en les rendant « mal élevés », avec des demandes non tempérées.

budgétaires primaires. Dans cette tendance, il y a quelque chose de l'ordre de la perversion, c'est à dire, de la transformation de sujets humains en choses : une sorte d'instrumentalisation. L'individualisme bat ici au plus fort, avec le sentiment de responsabilité personnelle - à contrario de la responsabilité « familiale » de l'exemple précédent. Il y a des raisons historiques à cela aussi - le rapport, par exemple, du protestantisme au capitalisme⁴. C'est cette même logique qui rend difficile l'effacement d'une dette. Les chiffres ici prennent le dessus, en l'absence, aussi, d'un idéal européen commun et au milieu de la crise financière mondiale.

L'effacement d'une partie de la dette grecque ne serait pourtant pas impossible, dans la mesure où de tels effacement se sont pratiqués depuis toujours, comme on peut, par exemple, le lire dans *Le Monde diplomatique* du mois de mars dernier ou - de manière encore plus circonstanciée - dans un livre récent de David Graeber⁵. D'ailleurs, les créanciers ne sont pas sans responsabilité, quand ils prêtent d'une manière qui va mettre, avec certitude, les débiteurs en difficulté de remboursement. Mais, la difficulté de la réduction de la dette grecque n'est pas seulement pratique - due au fait, par exemple, que les dettes sont une manière de contrôle des états par le capital néolibéral. L'attitude moralisante des pays européens du nord, vis-à-vis du « sud », en voulant lui donner une correction, est un facteur supplémentaire qu'on ne devrait pas sous-estimer.

François Denord, Rachel Knaebel et Pierre Rimbert⁶, dans leur article du *Monde diplomatique* du mois d'août dernier, soutiennent - à propos du referendum du mois de juin dernier en Grèce - que « La sidération provoquée en Allemagne par ce 'non' retentissant s'explique par la collision frontale entre deux conceptions de l'économie et, plus largement, des affaires publiques. La première approche, qu'incarnaient début juillet les dirigeants grecs, reflète un mode de gouvernement proprement politique. Le suffrage populaire prime sur la règle comptable, et un pouvoir élu peut choisir de changer les règles. La seconde, à l'inverse, subordonne l'action gouvernementale à la stricte observance d'un ordre. Les politiques peuvent agir comme ils l'entendent pourvu qu'ils ne sortent pas du cadre, lequel se trouve de facto soustrait à la délibération démocratique... Cette idéologie allemande mal connue porte un nom : l'ordolibéralisme. Comme les adeptes anglo-saxons du 'laisser-faire', les ordolibéraux refusent que l'Etat fausse le jeu du marché. Mais, contrairement à eux, ils estiment que la libre concurrence ne se développe pas spontanément. L'Etat doit l'organiser ; il doit édifier le cadre juridique, technique, social, moral, culturel du marché. Et faire respecter les règles. Telle est l'« ordopolitique » (*Ordnungspolitik*) ».

Pourtant, le crois que « la collusion » n'était pas entre, d'un côté, un mode de gouvernement politique et, de l'autre, l'observance de l'ordre qui a connu, quelques semaines plus tard la publication de ces lignes - ironie tragique -, le déraillement de « Volkswagen » ! Quant au « non retentissant » du referendum, il est loin de retentir une maturation politique du peuple grec qui se serait, ainsi, décidé à s'opposer au « tyran de l'ordolibéralisme », mais en tirant les conséquences de sa décision⁷... Car, il me semble que ceux qui ont voté pour le « non » ont cru, pour la plupart, la promesse du gouvernement, et surtout de son Premier ministre, qui criait fort que si le « non » l'emportait au referendum, il aurait été en mesure de négocier un accord qui

⁴ Cf. Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris : Agora, 1991. On pourrait, d'ailleurs, très difficilement concevoir que le communisme aurait pu s'implanter dans des pays protestants, tandis que l'orthodoxie chrétienne - cultivant un esprit communautariste, - fut un terrain fertile pour le communisme.

⁵ Dette : 5000 ans d'histoire, traduit de l'anglais par Françoise et Paul Chemla, Paris : Éditions « Les liens qui libèrent », 2013.

⁶ « Le révélateur grec : L'ordoli-béralisme allemand, cage de fer pour le Vieux Continent », *Le Monde diplomatique*, août 2015, p.20.

⁷ À savoir, en l'occurrence, la sortie de l'eurozone. D'ailleurs, le parti « Union populaire », créé par la faction la plus à gauche du parti « Syriza » du Premier ministre grec, Alexis Tsipras, après la sécession du mois d'août (suite aux accords passés en juillet entre le gouvernement et les créanciers), qui a soutenu ouvertement la rupture avec les créanciers et la sortie de l'eurozone, a obtenu un peu moins de 3% aux législatives du mois de septembre dernier, et est resté sans représentation à l'Assemblée générale.

impliquerait moins d'austérité, tout en garantissant la permanence du pays dans l'eurozone. Le corps électoral grec ayant eu à voter « oui » ou « non » sur un faux dilemme⁸ - qui s'est transformé, en fait, en plébiscite du gouvernement - s'est vu, tout de suite, après la large victoire du « non » - avec 61 % des voix -, lâché par l'instigateur du scrutin, qui a enfoncé - par les accords qu'il a passés - encore plus le clou de la dette et de la « tyrannie », tout en disant qu' « il ne croit pas à ces accords » ou même « qu'il les déteste ». Dire qu'il n'avait pas le choix, comme il a pu le dire, pose la question du pourquoi il a fallu tant de temps et les conséquences - désastreuses pour l'économie - du contrôle de capitaux, - déclenché par l'annonce du referendum - pour que ce lui paraisse évident. Pourtant, ce qui paraissait évident à d'aucuns, - depuis déjà l'année dernière - c'était que les mesures d'austérité, adoptées en juillet dernier, étaient déjà prévues de longue date, mais qu'elles ne pourraient s'appliquer qu'avec un gouvernement qui allait inclure « la gauche », gouvernement qui - sous sa forme actuelle, par exemple - convient très bien aux « créanciers » : car il serait le seul à avoir des chances d'amortir l'opposition du peuple. Mais, comment se fait-il que Syriza, et surtout son Président Alexis Tsipras - suite à sa volte face de juillet - garde intacte (ou presque) sa popularité et ceci, malgré la sécession qu'a subie son parti⁹ ? Comment expliquer aussi le renouvellement de l'alliance, dans le gouvernement actuel, entre Syriza et le parti souverainiste et nationaliste « Grecs indépendants » ?

Oppositionisme, populisme, nationalisme...

Afin de tenter de répondre à ces questions revenons - dans un premier temps - un pas en arrière. Avant d'accepter les nouvelles mesures d'austérité en juillet, il a fallu une première période, qu'on pourrait qualifier d'oppositionisme à l'attitude libéraliste du « paternalisme » du nord, aussi bien de la part du peuple, que de son gouvernement. Oppositionisme qui s'étendait, déjà, à d'autres domaines de la vie sociale, témoignant ainsi aussi d'une certaine immaturité politique : opposition aux institutions étatiques, théories de complots, projection sur les autres de ses propres entorses, absence de positions bien délimitées, et - tout d'abord - quant à la volonté de rester dans de l'Union Européenne etc.

Les revendications plausibles du gouvernement pour une justice sociale avaient le désavantage de porter - en même temps - la confusion, entre égalité et égalitarisme. La première renvoie à des institutions qui régissent la vie civique, et à l'ordre du symbolique. La deuxième n'est pas née de la dernière pluie, et elle est en rapport avec les causes de la crise économique. Au niveau national, c'est le populisme qui nous la rappelle. Au niveau mondial, c'est la revendication pour une consommation à égale mesure (et une jouissance égale et sans limite¹⁰) qui est conforme avec le néolibéralisme ambiant. La tendance égalitariste a battu à son plus fort dans le domaine de l'enseignement, où le ministre - prénommé Aristides - s'est exprimé contre l'excellence (« aristia » en grec). C'est ce mépris de l'excellence, qui a conduit - avec le chômage, bien sûr - une partie non négligeable de la jeunesse à l'étranger¹¹. C'est le même esprit égalitariste qui freine le

⁸ Faux : car il portait sur une des propositions du trio des « créanciers » ; la question posée, en fait, était : « Faut-il accepter le plan d'accord soumis par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) lors de l'Eurogroupe du 25 juin, qui est composé de deux parties : "Reforms for the completion of the current program and beyond" ["Réformes pour l'achèvement du programme en cours et au-delà", en anglais dans le texte sur les bulletins] et "Preliminary debt sustainability analysis" ["Analyse préliminaire de la soutenabilité de la dette"] ? ».

⁹ En dehors de l'aspect charismatique - au niveau de la communication - du personnage du Premier ministre qui est nouveau dans la scène politique et l'absence d'une personnalité équivalente, qui pourrait faire contrepoids dans le reste du paysage politique actuel en Grèce, très usé par l'exercice inefficace du pouvoir durant les années précédentes d'austérité et de corruption.

¹⁰ Cf. Charles Melman, *L'homme sans gravité, jouir à tout prix*, Paris : Denoël, 2002.

¹¹ Selon une étude sponsorisée par *London school of economics*, plus de 130.000 diplômés, dont 40% par un diplôme de 3ème cycle (et, parmi eux, plusieurs par l'école de médecine et l'école polytechnique) ont quitté le pays depuis 2010 (source journal « Kathimerini du dimanche » du 18 octobre, p.12.

fonctionnement de l'administration, par la pénurie de cadres qualifiés. Mais, comment les administrations pourraient-elles être dirigées efficacement - pour éviter aussi les privatisations des entreprises publiques - sans la promotion des plus compétents ?

Le premier ministre des finances, en début d'année, a rappelé - à juste titre - à son homologue allemand que la situation actuelle en Grèce rappelle la république de Weimar et que dans le pays, s'incube le serpent du nazisme. Il a omis de parler du nationalisme, nourri par le schéma « gauche-national » du gouvernement, initié après les élections du mois de février dernier, mais reconduit (paradoxalement, et on va revenir là-dessus) même après les élections du mois de septembre.

Le fait qu'une partie - non négligeable du tout de la population - vote pour un parti pronazi n'est pas sans rapport avec la revendication égalitariste dont je viens de parler, qui a affaire - entre autres - avec l'identification spéculaire. L'homéomorphisme, qui caractérise l'aspect physique des têtes rasées des néonazis, contribue à l'identification avec un idéal spéculaire-narcissique. Quant au comportement de caïd, qui accompagne régulièrement ce type d'aspect physique, il n'est pas sans rapport, mutatis -mutandis, avec celui du mouvement « je paie pas »¹², mais aussi avec l'attitude du parti Syriza qui, à maintes reprises, avant les élections du mois de février, déclamait qu'il allait « déchirer les mémorandums » (sic !) passés par les gouvernements précédents. Et, après avoir signé un nouveau mémorandum avec la « troïka » en juillet dernier, le Premier ministre a annoncé, en brave homme, « qu'il s'est battu tout au long de 17 heures de dures négociations »¹³.

Enfin, un nouveau leader

Pendant la période précédant les élections du mois de février, et jusqu'à peu de temps encore, ces deux partis, « Syriza » et « Grecs indépendants », ont seriné fort leur opposition aux mesures d'austérité et leur hostilité au pays qui promulguait en premier ces mesures -à savoir l'Allemagne - et ils ont soutenu la souveraineté du gouvernement grec, vis-à-vis de ceux qu'ils considéraient comme des colonisateurs, tendant à transformer le pays en protectorat. Pourtant ces deux partis ont voté - dans leur large majorité - les nouveaux accords, sans perdre leur popularité ; fait qui ne peut que nous interroger, car leur popularité initiale était en rapport avec leur aptitude à dire haut ce que le peuple pensait ; or, au moment où il a fallu « passer aux actes », ils ont « capitulé », en acceptant des mesures encore plus dures que celles que leurs prédécesseurs au pouvoir auraient prises¹⁴.

Mais, il faut bien dire que le peuple grec - tout en voulant protester contre l'austérité - ne souhaitait pas, dans sa large majorité, une sortie de l'eurozone. Quand le Premier ministre a argumenté qu'il s'était battu pour soutenir le « non » du résultat électoral du referendum, mais qu'il s'était vu obligé de céder, pour éviter la catastrophe qui serait provoquée par une sortie de l'eurozone, il a pu faire retentir ceci relativement facilement dans l'opinion publique. Et, en même temps, il est venu ainsi se faire l'écho des contradictions d'une partie du peuple-même, c'est à dire, d'une part, son oppositionisme, l'attribution aux étrangers de la faute, l'idée qu'il y a des pays qui bafouent ses droits, et d'autre part, le souhait de continuer à dépendre de cet ensemble ainsi diabolisé. Ou, pour reprendre le propos d'un professeur de politique et d'économie européenne à Athènes, G. Pagoulatos¹⁵ : « ce qui reste est l'arme personnelle de A. Tsipras : la rhétorique du 'je te regarde dans les yeux et je te dis que j'ai échoué, mais au moins j'ai

¹² Un mouvement de citoyens - contemporain à la crise - qui revendiquait le refus de paiement.

¹³ Et les termes « mémorandum » et « troïka », là où ils étaient bannis durant le temps des négociations - et remplacés par les mots « accords » et « institutions » respectivement - sont revenus dans le vocabulaire officiel !

¹⁴ A ceci a contribué aussi le fait que la crise politique avait aggravé, durant la période des négociations, l'état économique du pays et, de surcroît, l'hostilité des créanciers à l'égard d'un peuple « si peu reconnaissant » à leur égard.

¹⁵ Dans le journal « Kathimerini du dimanche », du 18 octobre 2015, p.21.

essayé dur, et je ne suis pas comme les autres, je ne suis pas expérimenté, compétent, exceptionnel, je suis exactement comme toi'». On voit, que, dans cette histoire où les reflexes identitaires sont si vifs - exacerbés entre autres, par les blessures narcissiques d'un peuple humilié -, l'alliance avec le nationalisme est loin d'être occasionnelle, ou « contre nature »¹⁶, et qu'il y a un vrai « état amoureux freudien »¹⁷ avec le leader¹⁸, en même temps que la perte de jouissance est attribuée ailleurs¹⁹, et non pas à une quelconque nécessité. Car, pour une bonne part, des mesures étaient nécessaires, pour faire face - pour ne donner qu'un exemple plausible - au déséquilibre des caisses de retraite, dû au vieillissement de la population²⁰. Bref, l'histoire - pour autant qu'elle soit finie - suggère une acceptation passive des mesures d'austérité, mais aussi des mesures de restructuration du mécanisme étatique, avec la méthode de la carotte et du bâton (réformes effectuées contre argent emprunté)²¹. G. Pagoulatos conclut son article - cité plus haut - en disant que : « La dernière chance de M. Tsipras est d'investir dans la gouvernance, de réussir à la gestion, à la réalisation du programme et des engagements du pays ». Mais, à ce moment là, ne reviendrait-on pas, à la case de départ - à savoir à « l'égalitarisme », cette fois-ci, du « centre radical »²² - c'est à dire à une « politique » apolitique et gestionnaire que l'alliance « gauche-droite/nationaliste » aurait laissé présager ?

Des chantiers en cours...

Mais plusieurs chantiers sont ouverts dans cet imbroglio :

- La crise grecque a mis l'accent sur la politique européenne, ne serait ce que sur sa quasi absence : au niveau économique déjà, puis en ce qui concerne l'immigration, pour ne rester que sur les sujets brûlants - qui sont loin, bien sûr, d'être les seuls. A ce niveau, l'absence d'une « identité européenne »²³ - qui pourrait contrebalancer les alléchantes « identités nationales » - n'est pas pour rien dans l'affaire. Mais, comment une telle identité ne serait-elle pas aussi aliénante que ses consœurs nationales ?

- En ce qui concerne la Grèce, le projet de la séparation entre l'église et l'état, annoncée par Syriza avant son arrivée au pouvoir, serait important dans le cadre des « lumières européennes » - tardives en Grèce. Mais, son alliance avec un parti nationaliste - qui se réclame, haut et fort, de la tradition orthodoxe chrétienne - empêche, avec bien d'autres résistances collatérales, une telle

¹⁶ L'évidence que le parti des « Grecs indépendants » est à la botte de « Syriza » ne suffirait pas, à mon avis, comme explication.

¹⁷ Sigmund Freud, « Psychologie des masses et analyse du moi », in *Œuvres complètes, t.XVI*, Paris : PUF, 1991, ch. État amoureux et hypnose, p.49-54.

¹⁸ En passant, le seul Premier ministre grec de la période qui a suivi la chute de la junte en 1974, qui n'ait jamais vécu à l'étranger.

¹⁹ Yannis Stavrakakis dit à ce propos : «...l'attractivité de la nation, en tant qu'objet d'identification, dépend de la capacité du discours nationaliste de procurer une explication persuasive pour l'absence d'une jouissance complète. Ici, nous avons affaire avec l'idée de l'usurpation de la jouissance, une idée qui est un élément typique des récits nationaux, qui est étroitement lié à la construction des ennemis nationaux ». Yannis Stavrakakis, *La gauche lacanienne*, Athènes : Éditions Savvalas, 2012, p. 243, ma traduction.

²⁰ En 2014, 20,5 % de la population avait plus de 65 ans, donc parmi les populations les plus vieillissantes de l'Union Européenne, cf. aussi : http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Population_structure_and_ageing/fr.

²¹ Car le premier ministre, par exemple, a admis, quand même, avoir commis « quelques erreurs », comme celle du choix de son ex-premier ministre des finances, qui a servi, en l'occurrence, « d'Iphigénie »...pour le nouveau départ vers « Troïca »...

²² Cf. Chantal Mouffe, *The radical centre: A politics without adversary There is no 'third way'. The antagonisms of left/right politics are more relevant than ever. Soundings*, issue 9 summer 1998.

²³ Cf. Yannis Stavrakakis, Yannis Stavrakakis, *La gauche lacanienne, op. cit.*, p.247-264.

séparation. Nous voyons ce débat en train de se déployer, par exemple, entre le caractère confessionnel ou œcuménique de l'enseignement des religions à l'école²⁴.

- Avec la crise comme point de départ, de plus en plus de personnes en Grèce s'ouvrent au dialogue autour de la vie politique du pays, fait qui contribue à la formation d'un sens civique en Grèce. La multiplication des discussions dans des blogs témoigne de ce dialogue « horizontal », sans effet de « regard hypnotisant ». Finalement, que le « Premier ministre » soit « comme tout le monde », ouvre éventuellement aussi une horizontalité à ce type de dialogue...

²⁴ Cf. L'article de Apostolos Lakassas du Le journal Kathimerini du mardi 20 octobre : « Débats théologiques sur l'enseignements des religions », p.1.